

- g) «Territoire», «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transport aérien» et «escale non commerciale» ont la signification qui leur est attribuée dans les articles 2 et 96 de la Convention.

ARTICLE II

1. Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante, au titre de son entreprise de transport aérien désignée, les droits suivants, précisés dans le présent Accord aux fins de l'établissement et de l'exploitation de services aériens internationaux réguliers sur les routes spécifiées dans l'Annexe au présent Accord :

- a) survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre État;
- b) faire des escales non commerciales sur ledit territoire; et
- c) faire des escales sur ledit territoire, dans le cadre de l'exploitation des routes spécifiées dans l'Annexe, afin d'y embarquer et d'y débarquer des passagers, des marchandises et du courrier transportés en trafic international, de façon séparée ou combinée.

2. Rien dans le paragraphe 1 du présent article ne sera considéré comme conférant à l'entreprise de transport aérien de l'une des Parties contractantes le privilège d'embarquer, sur le territoire de l'autre État, des passagers, des marchandises ou du courrier pour les transporter, moyennant rémunération ou location, en un autre point du territoire dudit État.

ARTICLE III

Chaque Partie contractante aura le droit de désigner, par note diplomatique, une entreprise de transport aérien pour l'exploitation des services convenus sur toute route spécifiée dans l'Annexe pour cette Partie contractante et de remplacer une entreprise antérieurement désignée par une autre.

ARTICLE IV

1. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes, dès réception d'un avis de désignation ou de remplacement émis par l'autre Partie contractante aux termes de l'article III, accorderont sans retard à l'entreprise ainsi désignée, conformément à ses lois et règlements, les autorisations nécessaires à l'exploitation des services convenus pour lesquels cette entreprise a été désignée.

2. Sur réception de ces autorisations, l'entreprise de transport aérien peut commencer en tout temps à exploiter les services convenus, en totalité ou en partie, à condition que les tarifs établis conformément aux dispositions de l'article XII du présent Accord soient en vigueur à l'égard de ces services.